



DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

n°2024-85

Séance du lundi 09 décembre 2024

Date de convocation : 04 décembre 2024

Président de séance : Philippe ABRAHAMI - Secrétaire de séance : Patrick MAGNIN

Nombre de conseillers : 18 Votants : 17 Présents : 12

Présents : Philippe ABRAHAMI, Karine BOLUKTAS, Michel MADAR, Claire RIGAL, Jean-Pierre GAILLARD, Sophie COULIN, Patrick MAGNIN, Katayoun VACHERON, Marc-Olivier SUBLET, Stéphanie PLAUZET, Jean-Claude SECCHI, Colette SPRÜNGLI.

Excusés : Vanessa BRUNO (donne pouvoir à Claire RIGAL), Florian LOMBARDO (donne pouvoir à Philippe ABRAHAMI), Michel BODOY (donne pouvoir à Jean-Claude SECCHI), (donne pouvoir à Claire RIGAL) et Fany DELPLANCQ (donne pouvoir à Stéphanie PLAUZET). Sophie THIMONIER (donne pouvoir à Karine BOLUKTAS).

Absents : Jean-François NORE.

Avis de la commune sur le projet de SCoT du bassin annécien arrêté

Rapporteur : Monsieur Michel MADAR

Vu la loi N°2000-1018 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000,

Vu la loi N°2003-590 Urbanisme et Habitat du 2 Juillet 2003,

Vu la loi N°2010-788 portant Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010,

Vu la loi N°2014-366 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové du 24 mars 2014,

Vu la loi N°2014-1170 d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt du 13 octobre 2014,

Vu la loi N°2014-626 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises du 18 juin 2014,

Vu la loi N°2016-1087 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages du 8 août 2016,

Vu la loi N° 2018-1021 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique du 23 novembre 2018,

Vu la loi N° 2021-1104 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets du 22 août 2021,

Vu la loi N°2023-175 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables du 10 mars 2023,

Vu la loi N°2023-630 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux du 20 juillet 2023,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L. 103-2 et suivants, L. 143-1 et suivants, L. 143-28, L. 143-29, L. 143-30, R. 143-1 et suivants, pris dans leur version applicable à la présente procédure,

Vu l'ordonnance N°2020-744 relative à la modernisation des schémas de cohérence territoriale du 17 juin 2020,

Vu l'ordonnance N°2020-745 relative à la rationalisation de la hiérarchie des normes applicables aux documents d'urbanisme du 17 juin 2020,

Vu les statuts du Syndicat Mixte du SCoT du bassin annécien,

Vu la délibération du Comité Syndical du 15 décembre 2020 prescrivant la révision du SCoT du bassin annécien et définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation,

Vu le procès-verbal du Comité Syndical du 18 juillet 2023 prenant acte du débat sur le Projet d'Aménagement Stratégique du SCoT,



DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

n°2024-85

Vu le bilan de la concertation présenté par le Président du Syndicat Mixte du SCoT du bassin annécien et annexé à la présente délibération,

Vu le projet de SCoT révisé mis à disposition des membres du Comité Syndical avant la présente séance et annexé à la présente délibération,

Contexte et rappel des enjeux

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est un document de planification stratégique à long terme qui fixe les grandes orientations en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, de développement économique, de préservation de l'environnement, d'offre de logements et de services, et de mobilités.

Le projet de révision du SCoT du bassin annécien se compose des documents suivants, conformément à l'article L. 141-2 du code de l'urbanisme :

- Un diagnostic de territoire
- Un projet d'Aménagement Stratégique (PAS)
- Un Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) comprenant notamment un Document d'Aménagement Artisanal, Commercial et Logistique (DAACL)
- Ainsi que des annexes, l'évaluation environnementale, la justification des choix retenus, l'analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant le projet de schéma et la justification des objectifs chiffrés de limitation de cette consommation définis dans le document d'orientation et d'objectifs et un programme d'action.

La Commune de Veyrier-du-Lac est dans le SCoT du bassin annécien.

Le Comité Syndical a engagé la révision du SCoT le 15 décembre 2020 en définissant les objectifs de la révision suivants :

- Mettre en œuvre concrètement une transition écologique, énergétique et climatique du territoire, en s'inscrivant dans l'objectif national de sobriété énergétique et de neutralité carbone à horizon 2050
- Préserver les paysages, la biodiversité, les zones humides et les espaces naturels, agricoles et forestiers qui fondent la qualité du cadre de vie du territoire et son identité, en s'appuyant en particulier sur les espaces naturels d'intérêt écologique majeur, les corridors écologiques, les espaces de nature ordinaire
- Préserver l'écrin de montagnes et le lac, les espaces naturels et les paysages emblématiques
- Mettre en œuvre un développement urbain et économique du territoire multipolaire, structuré autour de l'agglomération annécienne, centralité de référence, et d'une armature urbaine de polarités urbaines et rurales
- Mettre en œuvre un projet ambitieux et novateur de mobilités diminuant la place du véhicule individuel dans les modes de déplacements et dans l'espace urbain
- Conforter la dynamique économique et sociale du territoire et accueillir la population nécessaire, en s'appuyant sur ses activités phare et leurs potentiels d'innovation
- Promouvoir un tourisme écoresponsable valorisant tout en préservant le patrimoine naturel, culturel et bâti
- Conforter l'identité et le positionnement du bassin annécien dans le grand territoire :



DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

n°2024-85

Les orientations du Projet d'Aménagement Stratégiques ont été débattues en comité syndical le 18 juillet 2023, conformément aux dispositions de l'article L.143-18 du code de l'urbanisme. Les orientations du Projet d'Aménagement Stratégique s'articulent autour de 3 axes qui déclinent cette ambition :

- Axe 1 - Replacer les espaces naturels et agricoles comme socle de l'exceptionnalité du bassin

Ce premier axe vise à pérenniser le bassin annécien comme « Territoire de Nature » au travers de l'ambition forte de préserver les espaces, agricoles, naturels et forestiers, porteurs tant de la valeur biologique que des paysages caractéristiques du cadre de vie, ainsi que moyens de favoriser la proximité à la nature pour les habitants.

- Axe 2 - Consolider les complémentarités territoriales pour un équilibre des fonctions entre chaque espace du bassin

Ce deuxième axe expose l'ambition de consolider les complémentarités entre les différents secteurs du bassin annécien et ce pour accompagner les besoins des populations et des usagers en matière de services, d'équipements, de logements, de commerce et d'emplois, au travers d'une structuration urbaine en appui d'offre de mobilité conçue à toutes les échelles.

- Axe 3 - Adapter les modèles d'aménagement à des modes de vie éco contributeurs pour le bassin

Enfin, le dernier axe de la stratégie du PAS cherche à mettre en œuvre un modèle de développement qui respecte les capacités naturelles du bassin annécien et contribue au renforcement de la dimension de proximité des emplois et dans les productions de biens et de services afin de limiter l'impact sur les dimensions Eau - Air - Sol du territoire de projet.

Le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) traduit les orientations du Projet d'Aménagement Stratégique (PAS) en fixant des objectifs et des orientations devant permettre de les atteindre. Le DOO est structuré autour de trois volets :

1. Activités économiques, agricoles, commerciales et logistiques
2. Offre de logements, de mobilité, d'équipements, de services et de densification
3. Transition écologique et énergétique, valorisation de paysages, objectifs chiffrés de consommation foncière

Observations générales :

A l'issue de la présentation synthétique effectuée par Monsieur Madar et suite aux échanges avec le Conseil Municipal, Monsieur Madar indique deux observations qu'il suggère de faire remonter au SCoT par le biais de cette délibération :

- Sur le volet mobilité, il n'existe pas de dispositions concernant la desserte en bus. La commune aurait apprécié une augmentation des cadencements,
- Concernant la densification des espaces urbanisés existants avec l'application de la loi ZAN, les divisions parcellaires et les surélévations, il est difficile pour la commune de Veyrier-du-Lac de l'appliquer dans la mesure où l'architecture de village de la commune est empreinte d'une certaine ruralité ; les réseaux d'EP sont parfois saturés et rendent indispensables des gros travaux de voirie. Quant à la surélévation, elle



DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

n°2024-85

constituerait un impact sur le paysage se cumulant avec les problèmes de voirie. Il précise que ceci a déjà été pris en compte dans le PLUI, le SCoT étant à un niveau plus général.

Après en avoir délibéré, et à l'unanimité, le conseil municipal :

- **Emet un avis favorable** sur le projet de SCoT arrêté.
- **Décide de transmettre les remarques ci-dessus** émises par le conseil municipal au SCoT

Le secrétaire de séance,

Patrick MAGNIN

Fait à Veyrier-du-Lac, le 09 décembre 2024

Pour le maire empêché,
Le premier adjoint
Philippe ABRAHAMI